

BOA Express TRANSFERT D'ARGENT
RAPIDE ET SÉCURISÉ

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

Sans doute le service de transfert d'argent le moins cher !
Plus d'information dans nos agences

COVID 19 :
Les premiers flacons du vaccin attendus cette semaine P.385
Mieux connaître COVAX



Le vaccin anti covid-19.

www.lemedium.info

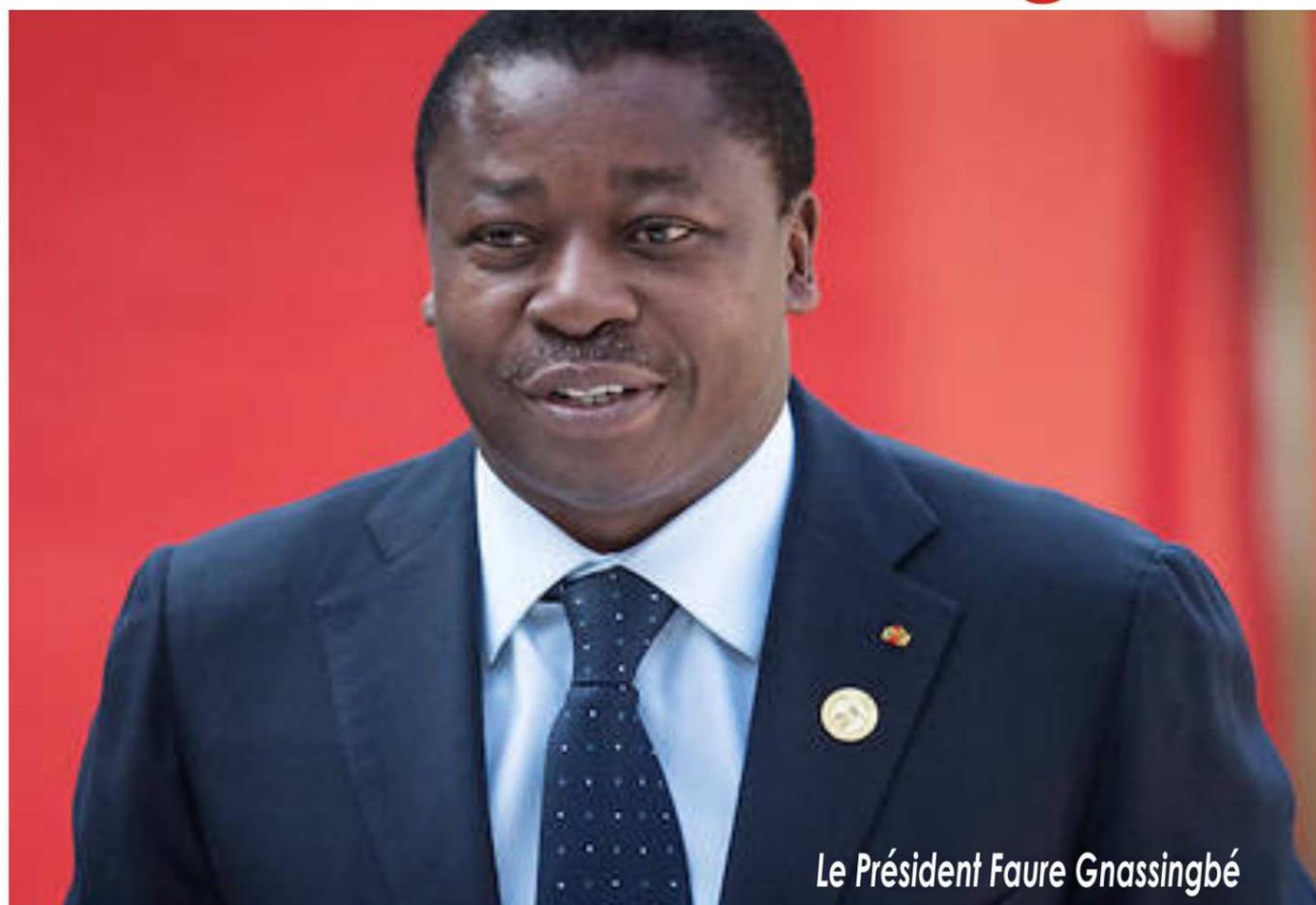
LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N°0437 du 23 Février au 1er Mars 2021- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

L'an 1 du nouveau mandat de Faure Gnassingbé P.3



ECONOMIE :
La résilience de l'économie togolaise face au Covid -19



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

SOCIÉTÉ :
Vision Dynamik lance l'acte 2 de l'académie du leadership du Togo



Vincent Kavege

P.2

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour
Matin:
Ensoleillé
26°C
Après-midi:
Ensoleillé
30°C

TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS

Togocel
Togotelecom

EDITO

De la liberté absolue de conscience

Il y a un adage qui dit : "L'homme naît libre, c'est la société qui le corrompt".

S'il est vrai que l'Homme vit dans un milieu appelé Société comme le poisson vit et évolue dans l'eau, n'est-il pas important de s'interroger sur la notion de liberté et surtout celle de la liberté de conscience ? L'Homme avant d'agir et de réagir dans certaines situations ne devrait-il pas mesurer sa liberté et surtout questionner cette liberté ?

Si pour Antoine RIVAROLI, dit le Comte de Rivarol, dans 'Discours sur l'homme intellectuel et moral', " la liberté, pour l'homme, consiste à faire ce qu'il veut dans ce qu'il peut, comme sa raison consiste à ne pas vouloir tout ce qu'il peut ", la liberté signifie selon le dictionnaire Larousse, la situation de quelqu'un qui se détermine en dehors de toute pression extérieure ou de tout préjugé. Le Larousse va plus loin en parlant d'avoir sa liberté de pensée.

Il est dit et écrit, bien plus clamé haut et fort que le Togo est un Etat laïc. Avons-nous cherché à savoir ce que c'est que la Laïcité ? Quels sont les piliers de cette Laïcité dont nous nous prévalons ?

Précisons que la liberté de conscience, dont il est question dans cet éditorial, constitue l'un des trois piliers sur lesquels repose la laïcité. Par le principe de la liberté de conscience, la laïcité vise à donner les moyens à l'homme d'acquiescer une totale lucidité et une pleine responsabilité de ses pensées et de ses actes dans le respect des lois et des règles de la vie en communauté.

Chacun est donc libre de croire ou de ne pas croire, de choisir et de vivre ses convictions, religieuse, athée, agnostique, d'en changer ou d'y être totalement indifférent.

Si donc la liberté de conscience est un point très important dans le concept de la Laïcité, on ne saurait occulter ce qu'est la conscience elle-même.

Pour Henri BERGSON, dans 'L'Evolution créatrice', " la conscience est un trait d'union entre ce qui a été et ce qui sera, un point jeté entre le passé et l'avenir... La conscience correspond exactement à la puissance du choix dont l'être vivant dispose ". Et à Simone de BEAUVOIR d'y ajouter dans 'L'Invitée' que " Chacun expérimente sa propre conscience comme un absolu... "

Crédo TETTEH

Vision Dynamik lance l'acte 2 de l'académie du leadership du Togo

La deuxième édition de l'Académie du leadership du Togo a été lancée ce samedi 20 février par la vision Dynamik à la maison des jeunes à Lomé en présence de Josiane Yaguibou, représentante résidente de l'UNFPA au Togo et de M. Joseph Anala directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Par Dodo ABALO

Cette deuxième édition qui a pour thème "La décentralisation, une opportunité de leadership pour la jeunesse togolaise " a connu un engouement particulier des jeunes qui étaient venus suivre une brillante communication de Mme Yaguibou au cours du lancement du projet. Ce thème va permettre aux jeunes de tirer efficacement profit du processus de décentralisation en cours au Togo.

Vision Dynamik est une association qui, à travers ses activités inspire, forme et accompagne les jeunes ou tout autre groupe de personnes qui souhaitent avoir un impact positif sur leurs communautés par leurs leaderships et actions. La méthode de Vision Dynamik se résume à l'inspiration, l'introspection et le passage à l'action, permettant de passer de l'envisage à l'idée et de l'idée à l'action.

Ainsi, l'acte 2 de l'académie du leadership du Togo va permettre essentiellement aux jeunes d'acquiescer une culture générale solide et durable sur les concepts de décentralisation, de déconcentration, de gouvernance locale, de développement local et de bonne gouvernance, renforcer les capacités des jeunes sur les grands enjeux, défis et opportunités de la décentralisation, éveiller la conscience des jeunes sur les places et les rôles qui sont les leurs dans le processus de décentralisation, promouvoir une participation plus active des jeunes au processus de décentralisation.

Selon les initiateurs, le défi pour les dirigeants africains, c'est de placer leurs pays respectifs dans une démarche émulative :



Josiane Yaguibou (g) et Joseph Anala (dt)

L'EMERGENCE ! Cette émergence ne peut être effective sans la jeunesse qui est la force du présent et de l'avenir, socle sur lequel s'adosent les pouvoirs publics pour la mise en œuvre de tout programme de développement économique et social. Nos pays ont besoin de jeunes leaders, déterminés et engagés à poser de grands pas salvateurs pour l'Afrique. Dans le but de contribuer au renforcement de la conscience citoyenne et à la réalisation de soi par une implication des jeunes dans le développement économique et social de leur communauté : l'association Vision Dynamik soutenue par le cabinet UPDATE CONCEPT et en partenariat avec le Pan-African Leadership & Entrepreneurship Foundation. " Construire une nouvelle race de jeunes leaders togolais dynamiques, déterminés pour un développement plus participatif de notre pays et du continent en général " a laissé entendre M. Vincent Kaveguè.

Les jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans, sans distinction de sexe, de religion, d'origine ethnique, d'appartenance politique sont donc attendus ? ils doivent être motivés, volontaires et avoir conscience de la pertinence d'une telle formation pour leur propre construction et pour celle de leur communauté, être ouvert d'esprit, avoir la culture de l'excellence, le désir d'apprendre et de se dépasser.

Toutes les informations pour



Vincent Kaveguè

participer à cette formation sont samedi 20 février 2021 au lancement sur le www.visiondynamik.org. Les inscriptions ont commencé et prennent fin vendredi 11 avril 2021.

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION
HAAC

COMMUNIQUE N° 04 /HAAC/2021/P

Il a été donné à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) de constater, suite à diverses plaintes et informations, que certains journalistes ou directeurs de publications se livrent à des manœuvres et tentatives de chantage et d'escroquerie auprès de paisibles citoyens.

Ainsi, sous le prétexte de détenir des informations les mettant en cause dans leur vie privée ou professionnelle, ces journalistes exigent de leur cible de l'argent en contrepartie de la non publication ou diffusion de celles-ci. D'autres journalistes reçoivent de l'argent de certaines personnes dans le but de publier des articles incriminant des citoyens, sans user de procédés professionnels en vue de recouper et de vérifier les informations en leur possession.

La dernière audition que la HAAC a eu à conduire le 19 février 2021 et à laquelle elle a convié des organisations professionnelles conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi organique relative à la HAAC, laisse apparaître des suspicions de tels comportements.

A cet effet, la HAAC rappelle aux professionnels des médias que l'article 42 du Code de la presse et de la communication condamne de tels agissements, en ces termes : « Dans l'exercice de leur profession, le journaliste, le technicien des médias et l'auxiliaire de presse doivent observer une intégrité morale. Ils ne doivent accepter, en dehors de la rémunération qui leur est due par leur employeur, aucun avantage soit pécuniaire, soit en nature quelle qu'en soit la valeur, qui pourrait limiter leur objectivité et leur indépendance professionnelle ou d'opinion. Ils ne doivent céder à aucune pression tendant à corrompre l'exactitude de l'information. Ils ne doivent, en aucun cas, conditionner la publication d'information en leur possession à une rémunération ou toute autre forme d'avantages ».

La HAAC condamne de tels procédés qui n'honorent pas la profession. Elle met en garde les journalistes qui se livrent à ce genre d'actes qu'ils encourent de sévères sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion du corps des professionnels de la communication.

La HAAC invite tous les professionnels des médias à un strict respect des règles déontologiques et éthiques de la noble profession qu'ils ont choisie volontairement d'exercer.

Fait à Lomé, le 22 février 2021
Le Président
Pratounani TELOU

TOGOSTARTUP.COM
Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM
PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Paiement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM
PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE
PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA
Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24
Paiement par tmoney ou flooz
info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE
Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.
Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA
sage gescom à partir de 600 000FCFA
sage paie rh à partir de 800 000 FCFA
Pour les installations et formations, merci de nous contacter:
NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP
139 RUE VANLARE FACE CSTT
Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24
info@sogesti.net

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse : 893, rue 19 Saint Joseph 01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication : CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction : Ali SAMBA
Rédaction : Crédo TETTEH, Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

POLITIQUE :

L'an 1 du nouveau mandat de Faure Gnassingbé

Le 22 février 2020, les Togolais se rendaient aux urnes pour l'élection présidentielle. Faure Gnassingbé, président sortant, sollicitait un nouveau bail auprès de ses compatriotes. Deux semaines avant cette date, il a ravalé monts et vallées du Togo pour proposer sa vision du Togo dans les 5 années à venir. Sans surprise, les Togolais lui ont fait confiance : 72% des suffrages exprimés lui sont accordés. Il ne peut en être autrement. Le programme proposé était ambitieux et plein de promesse.

Par Ali SAMBA

Il nous plait de rappeler quelques-uns qui sont déjà consommés, malgré les difficultés liées à la survenance de la Covid-19, au grand bonheur des hommes et femmes de ce pays. L'inclusion sociale et l'éducation par exemple.

Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de février 2020, le candidat Faure Gnassingbé a indiqué que le nouveau mandat sera axé sur des mécanismes d'inclusion sociale de tous les togolais pour une prospérité partagée. Une année plus tard, on peut cocher cette case en vert. Le bilan de l'année 2020 du ministère du développement à la Base est illustratif de ce que Faure Gnassingbé a tenu parole. Grâce aux actions et au projet mis en place par le gouvernement, 2 546 emplois artisanaux ont été générés, à travers 1069



Faure Gnassingbé, Président de la République

entreprises artisanales nouvellement créées. En ce qui concerne les filets sociaux, 97 518 écoliers ont bénéficié de 8 255 135 repas chauds. 59 179 ménages (97%) ont bénéficié des transferts monétaires (15 000 FCFA /trimestre) au cours de cette année, pour ne citer que ceux-là. 25 milliards de FCFA ont été mobilisés par le gouvernement avec l'aide de quelques partenaires techniques et financiers.

Que dire du monde de l'éducation ? " Je voudrais dire à ceux qui sont dans des classes d'examen que désormais, il n'y aura plus de frais d'inscription pour les examens. Je voudrais dire aux parents, que désormais les actes de naissance seront établis gratuitement. Pour résoudre le problème d'identité, cette année nous allons démarrer un programme pour qu'à chaque togolais soit attribué un numéro d'identification qui jouera en lieu et

place le rôle des cartes d'identité ", annonçait le candidat lors de la campagne électorale. Il n'y pas de doute que ces promesses peuvent être aussi déjà classé dans la case de celles qui sont déjà réalisées.

En Novembre, le gouvernement a supprimé les frais d'inscription aux divers examens scolaires et universitaires pour compter de la rentrée 2020-2021 pour 14 examens. Les récents concours de recrutements d'enseignants rentre dans l'escarcelle de ces promesses tenues par le Président la république. " Un recrutement de deux mille cinquante (2050) enseignants, fonctionnaires du primaire et du secondaire (général) pour le compte du ministère des enseignements primaire et secondaire.

Les efforts vont se poursuivre cette année. Les mesures porteront entre autres, sur la poursuite de la construction des salles de

classe accessibles à tous, le recrutement et la formation des éducateurs ainsi que l'orientation de l'enseignement supérieur vers les besoins du marché du travail. L'Etat fera appel à des partenariats public privé afin d'accélérer la construction des infrastructures scolaires. Pour ce faire, un montant de 195,5 milliards de francs CFA, soit 25,1% de la dotation des ministères et institutions au titre du budget 2021, est alloué à ce secteur.

En septembre 2020, le parlement a adopté la loi sur l'identification biométrique des personnes physiques au Togo, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre du projet d'identification nationale biométrique au Togo qui doit être déployé en 2021 sur toute l'étendue du territoire. L'identification biométrique consiste à attribuer à toute personne physique togolaise ou résidant au Togo, un numéro d'identification unique (NIU) unique, sur la base de ses données démographiques et biométriques, quels que soient son origine ou son lieu de résidence.

Il est indéniable que les efforts consacrés à la lutte contre la pandémie du coronavirus ont certainement mis en veilleuse la mise œuvre de certaines promesses. Mais comme on peut le constater, le social n'a pas été laissé pour compte. Dans nos prochaines parutions, nous reviendrons sur d'autres volets de ces premiers 12 mois du nouveau mandat de Faure Gnassingbé.

COVID 19 : Les premiers flacons du vaccin attendus cette semaine

Le coordonnateur de la Lriposte au Covid-19 a encore réaffirmé la semaine dernière. Les premières doses de vaccins anti covid seront disponibles au Togo avant la fin de cette semaine. Ce seront celles de l'initiative Covax (voire encadré), celle de la firme AstraZeneca (efficace à 70,4% contre le Covid-19). Tout ira très vite d'autant que le gouvernement a déjà pris les dispositions en amont pour l'administration du vaccin aux populations cibles. Il s'agit des personnes vulnérables et des personnes prioritaires : le personnel de santé de première ligne, les personnes âgées de 50 ans et plus et les personnes qui présentent des comorbidités comme l'hypertension artérielle, le diabète, le VIH, le cancer, l'insuffisance rénale chronique.. " Le choix de vacciner le personnel de santé en première intention est une stratégie non seulement pour les protéger des formes graves, mais aussi pour maintenir les capacités du système de santé et améliorer l'adhésion au sein



Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé de la communauté ", a dit le ministre Moustafa Mijiyawa.

Ainsi Le dispositif de la campagne de vaccination est déjà mis en place. La liste du personnel de santé (public, privé et confessionnel) y compris les agents de santé communautaires ainsi que les apprenants des écoles de formations médicales et paramédicales, sur toute l'étendue du territoire national, doit être établie au

plus tard le 21 février 2021. En ce qui concerne la région sanitaire du Grand Lomé, en dehors du personnel de santé, le dénombrement prendra en compte les populations à haut risque, à savoir les personnes âgées de 50 à 64 ans ; les personnes de moins de 50 ans qui ont des conditions sous-jacentes (affections chroniques et autres facteurs de risques) ; et les détenus, déplacés/réfugiés

Dans une note du ministre de la Santé, il est indiqué que la vaccination des enfants contre le nouveau coronavirus n'est pas encore recommandée. Par cette vaccination, le Togo veut diminuer la charge de la maladie en prévenant notamment les cas graves et les décès, réduire la surcharge hospitalière et réduire les conséquences économiques et sociales déjà trop pesantes de la crise sanitaire.

Sur les effets indésirables du vaccin anti Covid, on soutient au gouvernement qu'ils ne sont pas différents des effets habituellement observés avec les autres vaccins classiques. Comme après toute vaccination, des manifestations post-vaccinales indésirables peuvent être observées. Globalement, on a, comme effets attendus, les douleurs modérées, rougeur, démangeaisons passagères et gonflements, qui sont des manifestations locales au point d'injection ; la fièvre passagère (1/10), sensation de fatigue (1 personne sur 2), céphalées (2 per-

Suite à la page 6

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

LE GOUVERNEMENT LÈVE LE BOUCLAGE ET LE COUVRE-FEU DANS LES SAVANES



A compter de ce dimanche 21 février, le bouclage et le couvre-feu en vigueur depuis un mois dans la Région des Savanes sont officiellement levés.

Ces restrictions avaient été prises par le Gouvernement, en raison de la flambée des cas de contaminations dans la zone, causée surtout par le non-respect des mesures barrières.

Selon les autorités sanitaires, la situation semble maîtrisée et une réduction progressive du nombre de cas est observée au fil des semaines. La circulation des personnes peut ainsi reprendre entre les préfectures de la région.

Les populations sont invitées à poursuivre le respect des recommandations qui, associées à la prochaine campagne de vaccination, permettront d'endiguer la pandémie. A ce jour, le Togo recense 6268 cas pour 81 décès.

Source : @Republiquetogolaise.com

DÉCÈS DE L'ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA POLICE NATIONALE



L'ancien directeur de la police nationale, Mawuli Têko Koudouwohov, est décédé dans la nuit de samedi à dimanche à Lyon (France).

Il dirigeait depuis avril 2019 la commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petits calibres. Il avait occupé de nombreux postes, dont celui de responsable des Forces sécurité élections.

Source : @Republicoftogo.com

CONTRE-POUVOIR

Le Front citoyen Togo Debout (FCTD, opposition) veut imprimer un nouveau rythme à son action.

Cette organisation de la société civile veut jouer un rôle de contre-pouvoir 'avec de vraies propositions afin de faire avancer notre société', a déclaré dimanche David Dosseh, l'animateur de ce Front au micro d'une radio privée.

Et pour faire avancer les choses, il préconise le dialogue 'dans la sincérité'. Pour M. Dosseh, le CNAP (Concertation nationale entre acteurs politiques) peut être un cadre pertinent pour parvenir à des évolutions dont le Togo a besoin pour sortir des tensions politiques.

Source : @Republicoftogo.com

ZOZO
SOUTENIR LES INSTITUTIONS ÉMER-
GENTES



L'ambassadrice de France, Jocelyne Caballero, a terminé cette semaine un cycle de rencontres avec l'ensemble des maires de Lomé.

Lors de ces échanges, il a été question du soutien à apporter aux nouvelles communes, institutions émergentes dont la montée en puissance est un enjeu clé pour le développement du Togo et la consolidation de la démocratie.

Des mesures de soutien concret aux communes ont été discutées, notamment le développement de la coopération décentralisée entre les communes du Togo et les collectivités territoriales françaises, ainsi que la formation des élus et des administrateurs municipaux.

Mme Caballero, a salué l'engagement des élus, indique un communiqué publié par ses services.

Source : @Republicoftogo.com

**OTR : 652 MILLIARDS FCFA DE
RECETTES EN 2020, MALGRÉ LA
CRISE**



Alors que les prévisions ont été revues à la baisse, en raison du contexte pandémique et des mesures de soutien économiques, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a tout de même mobilisé 652 milliards FCFA de recettes pour le compte de l'année 2020. Mieux que l'année précédente où 28 milliards de moins ont été engrangés.

"Nous avons réussi à atteindre et même dépasser les objectifs qui nous ont été assignés", a annoncé le patron de l'Office, Philippe Tchodie, qui révèle un taux de réalisation de 108%.

Pour 2021, la contribution des recettes fiscales au budget national est attendue à hauteur de 664 milliards FCFA, selon la Loi de finances 2021. La stratégie de mobilisation a d'ores et déjà été définie, à la faveur du traditionnel séminaire d'orientation de début d'année de l'institution.

Promotion du civisme fiscal, tolérance zéro à la corruption, équité fiscale, poursuite de la politique de proximité avec les populations et surtout gestion axée sur les résultats, constitueront la trame des actions de l'OTR au cours de cette nouvelle année.

Source : @Republiquetogolaise.com

La résilience de l'économie togolaise face au Covid-19

L'année 2020 avait commencé par une certaine frilosité quant à la croissance économique du Togo. Les premières estimations tablaient sur un repli de plus de 4 points par rapport aux prévisions de 5,5%. Après la survenue de la crise sanitaire au mois de Mars 2020. Au moment du bilan, il semble que le pays a pu supporter le choc. L'annonce des premiers cas de Covid, les premiers décès et les incertitudes sur l'ampleur des dégâts de la maladie ont fait plonger l'économie au deuxième trimestre. " L'économie a eu un creux entre mars et juin avec un ralentissement et une croissance négative" fait observer Jules Sampawende Tapsoba, le Représentant résident du FMI au Togo. Mais cela n'a pas duré.

Par Koudjoukabalalo

Les statistiques du 3è et 4è trimestre prouvent que le pays a résisté et s'est montré résilient face à la Covid. À partir de juin, l'on est rentré en territoire positif en termes de croissance, l'économie a repris et c'est assez soutenu. L'économiste y voit plusieurs raisons. :la structure économique du pays qui est à moitié extravertie, des leviers intérieurs qui dépendent de la région, la commande publique qui a repris le relais ; le retrait de certaines activités économiques ; les projets de grands investissements ; les projets de dépenses publiques qui permettent aux gouvernants de maintenir l'économie à flots.

Sur la balance commerciale, une certaine stabilité est observée avec une légère détérioration. " Autrement dit, on se serait attendu que le Togo exporte moins ou importe moins. Mais ce n'est pas le cas. En réalité lorsqu'on remet les agrégats en proportions, on comprend que l'économie continue à réexporter le même régime. Tout ce qui est un peu lié à l'exportation de biens qui soit un peu déconnecté de l'économie a résisté. Par contre, tout ce qui est lié à l'importation et les biens liés à l'économie intérieure a un peu souffert du fait de canaux de transport ", explique M. Tapsoba.

Pour soutenir les investissements, l'Etat a été très actif sur le marché financier. Les levées de fonds au niveau du marché régional ont été très importantes. Elles ont doublé par rapport à 2019 pour atteindre le chiffre record de plus de 600 milliards de FCFA, grâce aussi aux bons Covid émis par la BCEAO avec un faible taux d'intérêt.

Sur les recettes, elles ont été affectées par la Covid. Cependant, le bilan que l'OTR



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

dresse peut laisser un peu perplexe. En conclave à Kara, le commissaire général de l'OTR a indiqué que son institution a réalisé un taux de collecte de plus de 100% par rapport aux prévisions.

Il faut tout de même indiqué que du fait du rebasage du PIB intervenu en 2020, la dette publique a baissé mécaniquement. " Le plus important de la dette publique, ce n'est pas son niveau, mais la capacité à rembourser la dette publique. Il a semblé que la capacité à rembourser la dette, qui est une métrique un peu imaginaire, baisse. C'est pour ça que je disais tout à l'heure que les conséquences de la pandémie à la Covid-19 jouent un peu sur la vulnérabilité des finances publiques, mais là où c'est solide, c'est que le niveau est

en-deçà avec le rebasage des 70%, ça c'est clair et net", a fait observer l'expert du FMI.

Dejà pour 2021, Pour ses premières obligations de relance, le Togo obtient une totale confiance des milieux d'affaires de l'UMOA qui ont souscrit ses titres à hauteur de 112,69 milliards FCFA. C'est ce qu'indique ce vendredi 19 février 2021 l'agence Umoa-Titres alors qu'elle bouclait l'opération de ce pays, visant à mobiliser des ressources sur le marché financier régional pour relancer son économie post-Covid.

Ce résultat correspond à une performance de 563,48% en termes de taux de couverture de l'opération, rapporté aux 20 milliards FCFA que le pays prévoyait de collecter. Le Togo va se contenter de retenir et d'alimenter sa caisse avec 22 milliards FCFA,

en espérant tirer à l'avenir, autant parti de ce contexte où les investisseurs de l'UMOA réagissent favorablement à ses opérations de mobilisation d'emprunts via le marché financier.

En rappel, les obligations de relance sont émises pour une maturité de 5 ans et un taux d'intérêt annuel de 6,1%.

Ces obligations émises pour une maturité de 05 ans, sont bonifiées par la Banque centrale d'autant qu'elles sont éligibles au refinancement auprès des guichets classiques de la BCEAO, ainsi qu'un nouveau qu'elle a créé, baptisé " Guiche de la Relance ".

Ainsi, en s'adossant à ces titres publics, les investisseurs pourront mobiliser de la liquidité au taux minimum de soumission aux guichets de la BCEAO (actuellement 2%) pour une durée de 6 mois renouvelable tant que les ODR 2021 sont en vie, précise Umoa-titres.

Notons qu'avec ces nouveaux instruments mis à la disposition des Etats de l'UMOA en guise de soutien à leur plan de relance post-Covid 19, l'agence Umoa-Titres et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) offrent aux huit (08), l'opportunité de mobiliser globalement jusqu'à 3 768 milliards FCFA.

AGRICULTURE/COTON : Une production annuelle de 225 000 t de coton jusqu'en 2025

Le Togo revoit à la hausse ses ambitions de production de l'or blanc. D'un objectif prévisionnel initial de 200 000 t à l'horizon 2022, les cotonculteurs misent sur une production de 225 000 t de coton-graine sur la période 2021-2025. Ces nouvelles ambitions affichées sont en lien avec la reprise de la NSCT par le groupe singapourien OLAM.

Il faut souligner que depuis la reprise en main des activités cotonnières au Togo avec la création de la NSCT en 2007, d'une année à l'autre, la production du coton joue au "yoyo", donnant l'impression d'un plafond de verre que la NSCT peine à percer. La saison 2019-2020 s'est soldée par une baisse de 15,3% de production à 116 000 tonnes contre 137 000 tonnes la saison précédente, une augmentation de 17% par rapport à la campagne 2017-2018. Il en est de même pour les rendements qui oscillent entre 600 kg/ha et 750kg/ha, très loin des performances des autres pays producteurs qui se situent au-



Un champ de coton

déjà de 1000 Kg /ha. Il fallait alors de nouvelles orientations pour la filière cotonnière du Togo.

Les voyages d'expériences en Côte-d'Ivoire et au Tchad, pays dans lesquels le groupe OLAM opère à la grande satisfaction des autorités publiques et des intervenants du secteur agricole ont fini par décider le gouvernement et les producteurs togolais de l'entrée d'un partenaire stratégique, notamment le groupe OLAM dans le capital de la NSCT détenu à 60% par l'Etat togolais. Le gouvernement n'y

voit que du positif au vu des performances du groupe OLAM au Tchad et en Côte-d'Ivoire. Il lui cède 51% de ses parts dans la société.

Concrètement, les principaux indicateurs de performances sur lesquels l'accent sera mis afin de garantir une amélioration déterminante de l'ensemble de la filière sont : l'augmentation substantielle du revenu des cotonculteurs dans trois ans ; l'amélioration du rendement de la production 600 kg/ha aujourd'hui pour atteindre un niveau

Suite à la page 6

EDUCATION/ALIMENTATION SCOLAIRE :

Le Gouvernement y tient

L'une des réponses adaptées et tangibles aux difficultés des familles devant l'impératif de l'éducation a été, au Togo, l'institutionnalisation en 2008, du programme de cantines scolaires dont les résultats très encourageants et élogieux sont fournis par les rapports croisés du Programme alimentaire mondial (PAM), de la Banque mondiale et du ministère chargé du développement à la base.

Le programme est présenté par le gouvernement comme l'un des investissements les plus importants du Togo ayant un impact considérable sur l'assiduité, le temps d'apprentissage et surtout l'augmentation du taux d'inscription ainsi qu'un meilleur résultat aux examens nationaux des élèves. Il permet de réduire la faim et la malnutrition infantile tout en encourageant les ménages les plus vulnérables à envoyer leurs enfants à l'école et les y maintenir. Le programme d'alimentation scolaire a fourni plus de 76 millions de repas pour un coût de près de 22 milliards, contribuant ainsi à l'amélioration du taux de scolarisation et au développement de l'économie locale.

Afin d'amplifier l'impact de ce programme, l'Assemblée nationale a adopté la loi n°2020-007 du 26 juin 2020 relative à l'alimentation scolaire. Un premier bilan et les textes visant à opérationnaliser les évolutions contenues dans cette loi notamment les modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire au Togo ont été l'objet de communication au dernier conseil des ministres.

La loi permet au Togo d'optimiser la contribution des différentes parties prenantes en vue d'accroître la couverture et l'impact de l'alimentation scolaire sur le bien-être, l'éducation et la santé des enfants ; de pérenniser le développement économique local, particulièrement celui des zones les plus vulnérables à travers les approvisionnements en produits locaux de proximité.

En effet, la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire a produit des résultats et mérite d'être amplifiée et portée à l'échelle : Augmentation de l'effectif scolaire de 9,4% dans les écoles bénéficiaires contre 7% dans les écoles non bénéficiaires avec une augmentation de l'effectif des filles. Les repas servis aux enfants dans ces cantines apportent 60 à 75% des besoins quotidiens des enfants en calories. Aujourd'hui ce sont plus de 91.000 élèves dans 315 écoles primaires publiques du Togo qui



Une vue des écoliers à la cantine

bénéficient des cantines scolaires.

Il faut souligner que l'impact du programme d'alimentation scolaire ne se limite pas seulement aux élèves. Au Togo, depuis 2011, le ministère chargé du développement à la base et celui chargé de l'agriculture appuient des jeunes et des groupements de producteurs (production animale et végétale) et transformateurs de produits locaux à travers les projets et programmes tels que le FAIEJ, le PRADEB, le FNFI, le PSAEG/PRT, le PAIEJ-SP, le PNIASA, le PASA etc.

A travers ces mécanismes, ce sont des centaines de producteurs qui, dans tout le pays, développent l'agriculture locale et la transformation, créant ainsi une agro-industrie pour alimenter les cantines en vivres et développant

l'économie locale. Le programme apporte également des revenus à des centaines de cantinières, les "femmes-maman" qui dans le respect des règles d'hygiène préparent et servent des mets locaux aux élèves bénéficiaires. La démarche se fonde sur une parfaite collaboration du milieu scolaire avec les promoteurs agricoles locaux et l'entrepreneuriat local.

La PM Victoire Sidémého Dogbé, alors ministre du développement à la base, avait annoncé des discussions avec d'autres partenaires techniques et financiers afin, non seulement d'accompagner le gouvernement dans l'adoption et la mise en œuvre de stratégie devant assurer la pérennité du modèle des cantines scolaires, mais également permettre l'intégration d'un volet

de fourniture directe de repas scolaires dans son nouveau plan stratégique 2019-2023 ; des échanges avec le mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques (MIFA SA) en vue d'accompagner les communautés à assurer l'approvisionnement des cantines qui constituent des débouchés sûrs aux producteurs locaux notamment les bénéficiaires des transferts sociaux. Ces derniers organisés et accompagnés par le MIFA S.A pourront développer des activités de production autour des cantines scolaires et sortir progressivement de la vulnérabilité.

Au ministère du développement à la base, on envisage une rencontre avec l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (APBEF) afin d'échanger sur leurs contributions pour le financement du programme d'alimentation scolaire dans le cadre de leur responsabilité sociétale. Il est aussi prévu des discussions avec l'Institut national de maladie (INAM) dans le but d'aboutir à une contribution annuelle au financement, de même que la mise en œuvre, à titre pilote, d'un modèle de cantines scolaires basé sur la contribution communautaire afin de réduire sensiblement à moyen terme le coût du repas et, in fine, la contribution du gouvernement.

PRINCIPALES MESURES FISCALES ET DOUANIÈRES LOI DE FINANCES EXERCICE 2021

#CQFS

Le plancher de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) du régime déclaratif passe de ~~300 000 FCFA~~ à **20 000 FCFA.**

Office Togolais des Recettes - OTR | 8201 | +228 90 99 41 01 | FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

Zozo

DIVINE SURPRISE



652 milliards de Fcfa de recettes ont été mobilisés en 2020 par l'Office togolais des recettes (OTR, fusion de la douane et des impôt).

C'est ce qu'a révélé dimanche Philippe Kokou Tchodiè, le commissaire général.

Les objectifs qui nous étaient assignés ont été atteints et même dépassés pour atteindre un taux de 108%, a-t-il déclaré à la TVT (télévision publique).

Une prouesse en cette période de pandémie.

L'OTR espère faire aussi bien cette année. Même si la crise sanitaire est toujours d'actualité, la pression s'est un peu desserrée sur l'économie.

Source : @Republicoftogo.com

TOGO CELLULAIRE LOURDEMENT SANCTIONNÉ



Au terme d'une procédure de sanction pour violation du principe de non-différenciation des tarifs des communications, l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes) a infligé une amende de plus d'un milliard de Fcfa à Togo Cellulaire.

Il est en outre demandé à l'opérateur de cesser cette pratique anticoncurrentielle dans un délai de 24h, sous astreinte de 50 millions par jour de retard.

Le refus de Togo Cellulaire d'obtempérer depuis plusieurs mois, porte gravement atteinte non seulement aux efforts de création des conditions d'une concurrence saine et équitable sur le marché mais également aux droits des consommateurs, souligne l'ARCEP.

TogoCom a été privatisé et est désormais piloté par Axian (Madagascar). L'autre opérateur local, Moov Africa Togo (Maroc Télécom/Etisalat) s'est plié aux injonctions de l'ARCEP.

Source : @Republicoftogo.com

ZOZO

LE TOGO PARTAGE SA VISION DE DEMAIN
AU 20E FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIO-
NAL SUR L'AFRIQUE



Le Togo, représenté par le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, a pris part ce lundi au 20e Forum économique international sur l'Afrique, organisé par le Centre de Développement de l'OCDE (organisation de coopération et de développement économique). L'événement qui devait initialement se tenir à Dakar, s'est déroulé virtuellement, avec la participation de plusieurs personnalités de haut niveau parmi lesquelles les Chefs d'Etat du Sénégal et de Madagascar. Pour l'OCDE, la crise du covid-19 met en exergue des obstacles majeurs qu'il faudra absolument résoudre.

A l'ouverture des travaux, la cheffe du gouvernement a exposé au monde, la vision du Togo pour "investir pour une relance durable en Afrique", ainsi que l'indique le thème choisi. "Nous avons décidé de placer l'être humain au centre de toute action en commençant par la préservation de sa santé", a notamment indiqué Victoire Dogbé.

Le Premier ministre est revenu sur les initiatives prises par le gouvernement, qui, fort des leçons apprises de la pandémie, a défini les piliers de la relance togolaise en l'adaptant à la nouvelle feuille de route quinquennale. Renforcement de l'inclusion et de la résilience des populations, consolidation de la paix et de l'harmonie sociale, réduction des inégalités ou encore autonomisation, constituent notamment les maîtres-mots de la vision du Togo de demain, voire de l'Afrique.

C'est dans ce sens que les autorités togolaises s'attellent à mettre en place des politiques sociales avec l'effectivité prochaine de l'assurance maladie universelle, du système d'identification biométrique pour un meilleur ciblage des interventions, et des transferts monétaires, a-t-elle expliqué.

Dans le même temps, le système éducatif et l'insertion professionnelle sont repensés, afin de les adapter aux besoins du pays. Et pour le Togo qui ambitionne de devenir l'un des pays les plus connectés du continent via la fibre optique, la digitalisation des services est devenue impérative. En atteste l'une des dernières décisions prises par le gouvernement à l'endroit des services de génie civil. Pour réussir cette relance, il faudra faire preuve "d'anticipation, d'agilité et de flexibilité", a conclu Victoire Dogbé.

Source : @Republiquetogolaise.com

RETOUR À LA MAISON

L'action des personnels togolais était très appréciée. Fin de la mission de paix conjointe de l'ONU et de l'Union africaine au Darfour (Minuad) après 13 ans de bons et loyaux services en faveur de la paix.

161 Togolais en uniforme déployés sur place, dont 159 membres d'une unité de police constituée (FPU) seront rapatriés à Lomé le 24 et 25 février prochains, a annoncé lundi l'ONU. La fin de la mission de paix était exigée par Khartoum, avec le soutien de la Russie, de la Chine et des membres africains du Conseil. Mais cette date était jugée prématurée par les Occidentaux membres du Conseil, au nom de la protection des civils.

Source : @Republicoftogo.com

AGRICULTURE/COTON :

Une production annuelle de 225 000 t de coton jusqu'en 2025

Suite de la page 4

de performance d'au moins 900 à 1 000 kg/ha sur le court terme; la participation à la recherche développement pour une opti-

misation du schéma cultural, de l'utilisation des intrants et l'appui conseil, entre autres ; l'implication de la réhabilitation des pistes rurales cotonnières pour

améliorer la collecte du coton graine et participer également au désenclavement des zones de production agricole.

Des incitatifs à une production quantitative et qualitative

Si une délégation de la NSCT composée de Pré Simfétchéou et de Jacky Rivière, respectivement PCA et DG de la NSCT a encouragé, au cours d'une récente tournée, les producteurs à se mouiller à fond pour relever le défi de production, des dispositions ont également été prises en amont, apprend-on, pour remobiliser ceux-ci autour de la filière. Notamment la fixation d'un prix minimum de 235 F/kg auquel le kg de coton-graine sera dorénavant commercialisé au Togo, qu'importe la volatilité du cours de l'or blanc sur le marché international, la création d'un fonds de lissage ou de stabilisation, (qui permet de stabiliser la donne lorsque le prix baisse), la mise en place d'un système automatique de réévaluation du prix du kg du coton-graine dès que la production nationale augmente.

Cette volonté a été affichée lors de l'autorisation accordée par l'Assemblée nationale au gouvernement de procéder à cette privatisation de la NSCT. " La loi que vous venez d'adopter assurera, à n'en point douter, l'augmentation des rendements par une amélioration des itinéraires techniques grâce à l'exploitation des résultats de carte de fertilité des sols initiée par le gouvernement ; la modernisation de l'outil industriel afin d'améliorer la collecte du coton et les performances d'égrenage ; le développement de la marque "coton made in Togo" afin de jouir d'un différentiel de prix par rapport à la qualité ; l'accroissement de la contribution du secteur agricole en général et de la filière cotonnière, en particulier, à la création de la richesse nationale et des emplois massifs " avait indiqué savoir Sani Yaya. Dont acte. Déjà, la saison 2021-2022 sera un baromètre pour tous les acteurs.

Source : togofirst.com

Mieux connaître " COVAX

Collaborer pour un accès mondial et équitable aux vaccins contre le virus de la COVID-19

Dans le cadre de la pandémie actuelle qui se propage rapidement, personne ne sera en sécurité tant que le monde entier ne le sera pas.

L'axe de travail vaccins de l'Accélérateur ACT, dirigé par la CEPI l'Alliance GAVI et l'OMS, permet d'accélérer la recherche d'un vaccin efficace dont tous les pays pourront bénéficier. Parallèlement, cet axe de travail contribue au développement des capacités de fabrication et à l'achat de fournitures, à l'avance, afin que 2 milliards de doses puissent être distribuées équitablement d'ici la fin 2021.

Le COVAX est l'axe de travail vaccins du dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19.

Le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT) est une nouvelle collaboration mondiale novatrice visant à accélérer la mise au point et la production de produits de diagnostic, de traitements et de vaccins contre la COVID-19 et à en assurer un accès équitable. Le COVAX est co-dirigé par l'Alliance Gavi, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et l'OMS. Son objectif est d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale.

Pourquoi avons-nous besoin du COVAX ?

La mise au point d'un vaccin contre la COVID-19 constitue le défi le plus urgent de notre temps, et nous n'y parviendrons qu'en unissant nos efforts.

La pandémie mondiale a déjà causé des centaines de milliers de décès et perturbé la vie de milliards de personnes. Outre une réduction du nombre tragique de décès et une maîtrise de la pandémie, l'introduction d'un vaccin permettra également d'éviter des pertes s'élevant à 375 milliards de dollars US dans l'économie mondiale, chaque mois. L'accès mondial et équitable à un vaccin, qui protégera en particulier les agents de santé et les personnes qui encourent le plus grand risque de contracter la maladie, constitue l'unique moyen d'atténuer l'impact de la pandémie en santé publique et au niveau économique.

Que propose le mécanisme COVAX ?

Fournir suffisamment de doses pour au moins 20 % de la population des pays

- Gérer activement un éventail diversifié de vaccins
- Distribuer les vaccins dès qu'ils sont disponibles
- Mettre fin à la phase aiguë de la pandémie
- Relancer les économies

COVID 19 : Les premiers flacons du vaccin attendus cette semaine

Suite de la page 3

sonnes sur 5), frissons, douleurs musculaires et articulaires (1/5), diarrhées (1/12), qui sont des manifestations générales. Effets inattendus : allergies sévères 1 pour 100.000 personnes.

Différents types de vaccins sont disponibles ou en cours d'évaluation. Par définition, un vaccin est un produit immunologique contenant un antigène provenant d'un agent infectieux, administré à un organisme sain dans le but de provoquer le déve-

loppement d'une immunité, par la production d'anticorps ou de cellules capables de lutter contre l'agent infectieux.

La piste russe

La République togolaise a officiellement contacté la Russie, avec une demande de coopération pour l'expédition du vaccin contre le coronavirus Spoutnik V, déclaration du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la suite de discussions avec son homologue togolais Robert Dussey. "Nos collègues

du Togo nous ont contactés avec une demande officielle de coopération pour l'expédition de ce vaccin. Nous devons prendre des mesures, effectuer certaines procédures [légal] au Togo, et, dès que cela arrivera, nous serons prêts à examiner étapes pratiques. Plus tôt le vaccin sera enregistré [au Togo], plus tôt nous pourrions décider de l'expédition", a souligné Lavrov. Selon le ministre des affaires étrangères du Togo, le Togo doit simplement finaliser certaines procédures

administratives et lancer la procédure d'enregistrement. " Nous attendons Spoutnik V dans notre pays avec beaucoup d'anticipation ", a-t-il dit.

Le vaccin Spoutnik V, a déjà été enregistré dans plus de 30 pays, dont trois États africains : l'Algérie, la Tunisie et la République de Guinée. " Plus tôt le vaccin est enregistré, plus vite nous pouvons décider de la distribution " a indiqué le patron de la diplomatie russe.

Koudjoukabal

DEVELOPPEMENT/PLATE FORME INDUSTRIELLE D'ADETIKOPE : TOGOCOM s'engage

« Nous sommes heureux de la signature de ce partenariat qui contribue à l'amélioration de la performance et de la rentabilité de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé. Cette collaboration va permettre à la PIA de rentrer dans une nouvelle ère technologique tout en faisant bénéficier à ses membres des solutions numériques adaptées. Ce partenariat vient ainsi renouveler l'engagement de TOGOCOM en faveur du développement technologique tout en renforçant sa place de partenaire clé dans la transformation digitale des entreprises en droite ligne du Plan National du Développement (PND).

Par Koudjoukabal

" Ces propos sont de Paulin Alazard, Directeur Général Togocom lors de la signature d'un partenariat stratégique avec la Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA), le consortium qui a en charge le développement et la gestion d'une zone industrielle et de services logistiques intégrés.

La réalisation de ce vaste projet nécessite la desserte du site dédié en infrastructures de communications électroniques Fibre optique, Wifi public et en réseau mobile 5G, des technologies matures qui permettent d'accompagner les entreprises, installées sur le site de la PIA, dans leur développement économique à long terme. Par cette collaboration, TOGOCOM, renforce son engagement pour la promotion de l'e-industrie en fournissant une connexion Très Haut Débit, fluide, rapide.

" La signature de ce contrat avec PIA vient consolider la vision de TOGOCOM dans sa stratégie de contribution au développement des industries au Togo, l'un des axes prioritaires du Plan National de Développement (PND) " fait-on savoir à TOGOCOMn indiquant ue ce partenariat inédit répond aux enjeux liés à la digitalisation des modes de travail, devenue la priorité des institutions dans le contexte de la crise sanitaire actuelle.

En effet, TOGOCOM déploie les équipements nécessaires à la fourniture des produits et services de communications électroniques de la PIA, afin d'assurer une excellente qualité de service et une disponibilité immédiate. Un mécanisme qui assure la sécurité d'accès au service et la maintenance permanente des outils. TOGOCOM, opérateur multiservices digital engage?, soutient les innovations et avancées sociétales qui porteront

demain le développement du pays à un niveau concurrentiel sur le plan mondial.

TOGOCOM continue ainsi de mutualiser ses forces pour offrir une meilleure qualité de service à l'endroit du client final, dans l'optique d'assurer le désenclavement des hameaux les plus reculés et amener le meilleur de la technologie fixe et mobile à la population Togolaise sur l'ensemble du territoire national.

Offrir le meilleur de la technologie et la meilleure connectivité à la population Togolaise, aux entrepreneurs et aux plateformes motrices du développement du Togo fait partie des engagements



Echange de document après la signature de l'accord

majeurs de TOGOCOM. La vision étant de faciliter les procédures de dématérialisation et de digitalisation au profit des différents acteurs afin d'assurer à tous un monde numérique accéléré.

**POUR LA ST VALENTIN,
LAISSEZ-VOUS SÉDUIRE !**

OFFREZ-VOUS LE XIAOMI MI 10 LITE (5G)

1 Terminal
SIM 5G
+
60Go
à 299 000 F CFA

- Processeur Octa-Core Snapdragon 765G 5G
- Frontale : 16MP HD Dorsale : 48+8+2MP 4K Auto Focus Flash
- 128Go ROM 6Go RAM
- 4160 mAh Batterie robuste Charge ultra rapide
- Double SIM
- NFC Compatible Google Pay

Promo du 08 au 28 Février 2021. Inclus Forfait Data de 15000 F (60Go valable 30 jours).

@togocom.tg | @togocom_tg | Service Client : 888 119 | 7 Jours/7 de 7h à 21h | togocom.tg

Zozo UN CENTRE UNIVERSITAIRE AGRICOLE BIENTÔT IMPLANTÉ DANS LE KLOTO



La préfecture de Kloto (chef-lieu : Kpalimé) abritera d'ici peu un centre universitaire entièrement consacré à l'agriculture. L'implantation de ce premier centre du genre, qui sera rejoint par un autre dans les Savanes, s'inscrit dans les priorités de la nouvelle feuille de route quinquennale, qui entend revoir la politique nationale d'orientation et de formation professionnelle.

Des sites ont déjà été identifiés pour le chantier, et visités par le ministre de l'Enseignement supérieur, Majesté Ihou Wateba.

S'il sera dans un premier temps dédié en grande partie à l'enseignement agropastoral, le centre pourra plus tard se diversifier avec d'autres structures. L'objectif du gouvernement, est de mieux préparer les jeunes à trouver ou créer des emplois dans la chaîne agricole, et de contribuer davantage à la modernisation de ce secteur qui reste le premier pourvoyeur de la richesse nationale.

Rappelons qu'en dehors de ces centres universitaires agropastoraux annoncés, d'autres instituts de formation en alternance axés aussi sur l'agriculture sont déjà mis en œuvre ou en cours d'implantation (Ifad aquaculture et élevage notamment).

Source : @Republiquetogolaise.com

RURALITÉ ET DÉVELOPPEMENT



La décentralisation est au cœur des politiques de développement du pays.

Les 117 communes créées sont désormais comptables de la gestion des administrés. L'Etat n'est pas absent, mais il n'a pas vocation à intervenir dans les affaires quotidiennes des mairies.

Ces municipalités qui peuvent compter sur le soutien de l'Agence nationale de développement à la base (Andaeb). Logique car les communes, dont la plupart sont situées dans ses zones rurales, doivent intégrer le concept de développement à la base.

Avec des priorités comme l'alimentation, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, le désenclavement... Des sessions d'information ont débuté entre les communes et les responsables de l'Andaeb qui se poursuivront pendant un mois. A l'issue des échanges, une stratégie de collaboration sera officiellement formalisée.

Source : @Republcoftogo.com

2015 ~ 2021



Plus proche de vous pour mieux
vous accompagner et servir l'économie nationale.



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

